
Michel Duclos

Conseiller spécial à l'Institut Montaigne
Président du comité d'experts, Fondemos

VERS UN NOUVEAU YALTA

TRUMP, L'UKRAINE, L'EUROPE – ET L'ORDRE DU MONDE



Ce qu'il faut bien appeler la « trahison » de l'Administration Trump à l'égard de l'Ukraine reflète une mutation profonde dans la relation entre l'Amérique et l'Europe. Celle-ci s'inscrit elle-même, selon toute vraisemblance, dans une réévaluation, par les Etats-Unis, de leur rôle dans le monde.

1/ IL Y AVAIT CERTES BEAUCOUP DE SIGNAUX PRÉCURSEURS AU CHANGEMENT DE CAP DÉCIDÉ PAR LE PRÉSIDENT TRUMP ET SOUTENU - DE FAÇON QUAND MÊME SURPRENANTE - PAR LE PARTI RÉPUBLICAIN ACTUEL.



- Depuis deux décennies au moins, sous Obama comme sous ses successeurs, les dirigeants américains exhortent leurs alliés européens à « dépenser plus » pour leur défense. Les Européens ont mal compris ce message ; il fallait entendre en réalité : « faites-en plus car nous n'avons plus envie d'assumer la plus grande part de votre défense » ;
- Une première raison de caractère historique aurait dû alerter les Européens et les rendre attentifs à l'implicite du discours américain. A l'issue de la première guerre mondiale, les Américains s'étaient déjà retirés d'Europe en refusant de rejoindre la Société des Nations. L'avidité des administrations suivant celle de Wilson à se faire rembourser les prêts consentis aux alliés européens pendant la guerre annonçait déjà l'appétit de Trump pour les minéraux critiques ukrainiens ; rappelons-nous aussi que les Américains n'avaient de cesse que d'alléger les réparations allemandes prévues par le traité de Versailles ;
- Par ailleurs, la disparition de l'URSS et donc la fin de la guerre froide enlevaient le motif initial pour lequel les Etats-Unis s'étaient engagés en Europe. Là aussi, en considérant l'UE (soutenue au départ par Washington dans le cadre de la guerre froide) comme une concurrente, Donald Trump ne fait qu'affirmer avec crudité ce que beaucoup dans la classe politique américaine ressentent également. Le raisonnement qui s'applique à l'UE aura fatalement une suite s'agissant de l'OTAN, l'Amérique revenant finalement à son isolationnisme fondamental.

2/ AVEC CE DERNIER POINT, NOUS ARRIVONS AUX ASPECTS LES PLUS SENSIBLES DE LA SITUATION ACTUELLE :

- Le discours du Vice-Président Vance à Munich d'abord (en soutien au courant anti-libéral de la politique européenne), puis la scène de bizutage odieuse contre Zelenski dans le bureau ovale ensuite ont illustré un phénomène essentiel : dans les décennies qui précédaient, les désaccords transatlantiques portaient sur les politiques, les moyens, les stratégies ; le gouffre qui s'ouvre aujourd'hui entre les deux rives de l'Atlantique résulte d'une divergence sur les valeurs, les perceptions, les sentiments ; en outre, comme l'a écrit Alain Frachon, la perception que Washington n'est plus fiable affaiblit beaucoup la crédibilité de l'Alliance ;
- S'agit-il d'une évolution explicable simplement par un changement de génération, le résultat de l'arrivée de nouvelles élites se substituant aux anciennes élites libérales de la côte Est, traditionnellement orientées vers l'Europe ? C'est sans doute un des facteurs de la mutation en cours, en effet. De même y a-t-il bien sûr un fort élément personnel chez ce grand narcissiste qu'est Donald Trump (haine personnelle contre Zelenski, rapport pour le moins trouble aux Russes, qui l'ont renfloué plusieurs fois, admiration béate pour Poutine, etc.).
A cela s'ajoute, chez l'actuel président américain, le fait qu'il a eu le temps pendant sa traversée du désert de clarifier sa vision du monde : ce n'est pas un conceptuel certes, mais il ne faut pas non plus sous-estimer le personnage ;

POUR BIEN SAISIR L'AMPLEUR DU CHANGEMENT, NOUS DEVONS ALLER AU-DELÀ DE CES DIFFÉRENTS FACTEURS ET EXAMINER DES RESSORTS PLUS FONDAMENTAUX. AINSI :

A/ Les déterminants classiques d'un renversement d'alliance : si l'on prend comme modèle le rapprochement entre la France et l'Autriche au XVIIIème siècle (1756), deux pays qui s'étaient combattus pendant deux siècles et demi, on est frappé d'un certain nombre de points communs : apparition d'un nouveau compétiteur changeant le rapport de forces (la Prusse au XVIIIème, la Chine aujourd'hui), considération à la baisse pour l'allié traditionnel (la Turquie alors, l'Europe aujourd'hui), enfin découverte d'affinités idéologiques (le catholicisme des deux monarchies française et autrichienne au XVIIIème, le nationalisme chrétien, l'antilibéralisme, les politiques anti-immigration et anti-woke, etc. entre la Russie de Poutine et l'Amérique de Trump).

Ce dernier facteur - idéologique - peut surprendre chez Trump, que l'on dit avant tout transactionnel, mais on aurait tort de le négliger ;

B/ La question chinoise : c'est un des arguments que l'on entend de la part de certaines voix dans l'administration (« se dégager d'Europe pour mieux affronter la Chine »). Il prolonge là aussi le thème du pivot vers l'Asie des précédentes administrations ; il s'agirait cette fois de faire du « Kissinger à l'envers ».¹ On peut cependant avoir des doutes : pour mieux affronter la Chine, faut-il vraiment s'isoler et se priver d'alliés ? Comment ne pas voir que la Chine de Kissinger avait des raisons de rompre avec le Kremlin alors que la Russie d'aujourd'hui n'a nullement intérêt à se couper de son allié chinois ?

Mais surtout, rien dans les déclarations de Trump - le seul à décider désormais dans le système américain - ne laisse penser qu'il appartient au clan des « China Hawks », nombreux il est vrai dans son administration. Certains de ses propos sur Taiwan ne sont pas très éloignés de son langage sur l'Ukraine (exigence entre autres d'un transfert d'une partie de TSMC en Amérique). Cela oriente donc vers un autre ressort fondamental.

¹ En référence à la stratégie de rapprochement sino-américain de Henry Kissinger dans les années 1970, qui visait à isoler la Russie.

C/ Une vision du monde fondée sur des sphères d'influence : ce qui rapproche le plus Trump de Poutine, c'est peut-être – c'est à vrai dire sans doute – cette idée que le monde doit être divisé entre quelques « Grands » : les Etats-Unis, la Chine et la Russie plus éventuellement l'Inde. C'est apparemment une conviction récente chez Trump, qui n'a révélé son expansionnisme qu'après son élection (cf. Groenland et Canada). Le fait est que cette clef explique beaucoup de choses – « à toi l'Ukraine, à moi le Groenland » - surtout si l'on garde en tête que Trump a une vision plus géo-économique que géopolitique du monde (cf. infra).

On peut tirer de ce constat au moins trois conséquences. En premier lieu, la volonté affirmée de Trump de « dealer avec Xi » oblige à considérer que la rivalité féroce avec la Chine peut coïncider avec un accord là aussi en termes de zones d'influence : « je prends le Canada, je te laisse Taiwan ». En second lieu, une telle vision conduit non pas nécessairement à la fin de l'OTAN mais à sa reconfiguration sur d'autres bases – l'échange d'une protection américaine ultime, pour un nombre sans doute limité d'« alliés », contre une exploitation économique maximum. On retrouve là le Trump géo-économique et les calculs de son étrange conseiller économique, Stefan Miran : pour contrôler l'inflation inévitable avec les hausses des taux de douanes, il faut non seulement capter sur le long terme l'épargne européenne, ingrédient important de l'approche de l'Europe, mais aussi faire baisser les prix du pétrole (cf. récente décision contre-intuitive de l'OPEC).² La politique russe de la Maison-Blanche repose ainsi sur l'idée que le Kremlin accepterait de jouer un rôle dans la réduction des prix des hydrocarbures en échange d'un soutien des États-Unis dans le contexte du conflit en Ukraine.

Enfin, troisième conséquence, particulièrement grave pour nous, dans la vision poutino-trumpienne du monde, une sorte de Concert P3 (Etats-Unis, Chine, Russie), éventuellement élargi à l'Inde, succède au P5 de la Charte de San Francisco.³ Le Royaume-Uni et la France existent dans le paysage mental de Trump pour la monarchie d'un côté et les charmes de Paris de l'autre, pas pour être associés aux grandes affaires du monde. « Macron est un ami », aime à dire Trump, mais quel poids lui accorde-t-il ?

² <https://www.reuters.com/markets/commodities/trump-exposes-opecs-diminished-market-power-bouso-2025-03-05/>

³ Fait référence à la création de l'ONU, dont le Conseil de Sécurité est composé de cinq membres permanents.

3/ QUE FAIRE ?

A partir de ces premiers éléments d'analyse, il faudrait aller plus loin dans les implications du trumpisme pour l'ensemble de l'ordre international : quid de l'ONU, du G7, du G20, des institutions financières internationales et de beaucoup d'autres structures qui ont soutenu, vaille que vaille, l'ordre libéral au cours des décennies précédentes ?

ON SE BORNERA À TROIS REMARQUES CONCLUSIVES :

■ Une incertitude : l'avenir du trumpisme. Le chaos que Trump II est en train de provoquer va produire un trou d'air inévitable dans l'économie américaine (inflation, etc.) et dans le commerce mondial. La cote de popularité de Trump s'effondre déjà. Nul n'envisage que les Républicains puissent gagner les mid-term elections dans deux ans. Tout cela est vrai mais il ne faut pas sous-estimer le pouvoir de l'Exécutif aux Etats-Unis et, surtout, rien ne garantit que les Démocrates seront prêts à assurer la relève dans quatre ans ; et si le successeur de Trump devait s'appeler J.D. Vance... le pire serait devant nous.

Tout laisse penser cependant (cf. plus haut : les facteurs de fond de la mutation en cours) que, même dans le *best case scenario*, il n'y aura pas de retour en arrière significatif s'agissant de l'engagement en Europe de l'Amérique.

■ Une certitude : l'urgence d'un sursaut stratégique européen. Sauf exceptions (Budapest essentiellement, Rome dans une certaine mesure), cette urgence est bien comprise dans les capitales européennes : les Européens sont devenus gaullistes (cf. la récente déclaration de Merz). Pour les mêmes raisons, les Britanniques deviennent européens. Les obstacles demeurent cependant nombreux pour traduire cette prise de conscience en programme d'action.

4 <https://www.reuters.com/world/europe/merzs-conservatives-push-quick-coalition-talks-after-german-election-win-2025-02-24/>

Notons entre autres deux points à ce sujet. D'abord les délais : combien de temps faudra-t-il pour que les Européens puissent se défendre par eux-mêmes? Dans combien de temps la Russie, post-cessez-le-feu en Ukraine, sera-t-elle prête à reprendre l'offensive ? Dans combien de temps une montée des tensions en Asie (autour de Taiwan et ailleurs) créera-t-elle les conditions d'une « tempête parfaite » pour Poutine (Américains occupés ailleurs, solidarité Pékin-Moscou renforcée) ? Ensuite le rôle de la France : nous allons - heureusement - perdre notre singularité (et donc une partie de notre leadership) si le sursaut stratégique européen se manifeste vraiment. Ne faut-il pas réorienter notre effort de défense pour en tenir compte, en nous investissant davantage sur le théâtre européen ? Ne serions-nous pas plus crédibles dans l'extension de notre dissuasion - considérée aujourd'hui comme souhaitable par Merz- si nous augmentions notre arsenal de têtes et de vecteurs nucléaires ?

■ Une interrogation : quelle coalition pour tenter de stabiliser le monde ? L'impression d'un monde sans boussole, livré au pur jeu des rivalités et des rapports de force, constitue en soi un facteur dangereux, de nature à provoquer la désorientation des opinions et à multiplier les erreurs de calcul de la part des décideurs.

Quelle contribution peut-apporter une moyenne puissance comme la France, en association avec les autres Etats européens, pour tenter de dessiner un avenir plus stable ? Sur certains sujets - changement climatique, régulation de la tech - des points de convergence devraient être possible avec la Chine ; cette dernière hésite encore entre achever la démolition du système international instauré jadis par les Américains ou en prendre la tête en se substituant au leadership américain. Une autre piste possible serait une alliance des moyennes puissances, en cherchant systématiquement des convergences entre acteurs se situant dans un « couloir de moyennes puissances » allant de l'Australie aux pays européens et à l'UE, en passant par le Kazakhstan, la Corée du Nord, l'Indonésie, l'Inde, l'Arabie Saoudite, la Turquie notamment ; auquel s'agrègeraient aussi, de l'extérieur, quelques pays d'Amérique du Sud et d'Afrique.

Nous aurions dans un tel dessein un handicap, le fait que la Russie et la Chine ont préempté ce type de coalition en suscitant les BRICS et maintenant les BRICS+ - dont l'attractivité auprès de nombreux pays constitue en soi un avertissement. Cependant, on peut imaginer une série de sujets à caractère géo-économique – à commencer par le climat ou le développement – sur lequel il serait possible de réunir des coalitions de volontaires, pouvant inclure ou non la Chine mais surtout orientées vers les moyennes puissances ; c'est d'ailleurs largement l'inspiration du « Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète », qui a cependant le défaut d'être... trop parisien. D'autres coalitions à géométrie variable devraient être constituées sur des questions géopolitiques, par exemple la réforme des Nations-Unies ou encore les voies et moyens de lutter contre la « dérégulation du recours à la force » (de l'invasion de l'Irak à l'agression contre l'Ukraine). L'ensemble de ces pistes pourraient faire l'objet d'un travail de défrichage ou plutôt de mise au point dans le cadre du Forum de Paris pour la Paix.

Ajoutons que sur la plupart de ces points, la diplomatie d'Emmanuel Macron a déjà tracé des perspectives mais le vrai défi maintenant serait de passer au stade de l'institutionnalisation d'un « groupe cœur » pour la gouvernance mondiale. La politique trumpienne n'en offre-t-elle pas l'occasion peut-être unique ?